

comme les travailleurs chiliens, ils récolteraient la guerre civile sans le socialisme. Les dirigeants réformistes refusant d'avancer, ils devront les renverser pour se porter eux-mêmes au pouvoir, car le choix sera alors : dictature militaire ou révolution.

**\* Pour empêcher le complot économique de la bourgeoisie :**

— Expropriation immédiate des biens de tout comploteur contre le régime

— Levée du secret commercial et bancaire ! Ouverture des livres de comptes !

— Monopole de l'Etat sur le commerce extérieur !

**\* Pour empêcher la bourgeoisie d'intoxiquer l'opinion publique :**

— Expropriation d'Hachette et des grands trusts de la presse, de l'imprimerie, du papier

— Liberté de la presse sans censure mais avec droit de réponse garanti

— Comptabilité et budget publics de tous les journaux

— Maintien de l'ORTF sous monopole d'Etat avec droit d'expression régulière des syndicats ouvriers, des comités d'usine et de quartier, des partis représentatifs lors des élections dans les comités.

**\* Pour étouffer dans l'œuf le complot militaire de la bourgeoisie :**

— Reconnaissance des droits syndicaux et politiques des soldats, afin qu'ils puissent refuser tout ordre contraire à l'intérêt des travailleurs

— Armement des milices ouvrières dans les usines et les quartiers

— Révocation immédiate des officiers exerçant des brimades contre les soldats ou prenant des mesures anti-ouvrières

— Dissolution des corps spécialisés de répression.

— Suppression de toute juridiction spéciale à l'armée

— Reconnaissance du droit de grève pour les policiers.

VII) La marche vers la révolution des travailleurs français susciterait un immense mouvement de solidarité du prolétariat du monde entier. Mais les travailleurs devraient faire en sorte que le gouvernement ne se contente pas de phrases creuses sur la solidarité des peuples mais concrètement développe l'internationalisme prolétarien par :

— La reconnaissance des mêmes droits sans aucune restriction pour les travailleurs français et immigrés et non un statut spécial de l'immigré comme le réclame le PCF

— La reconnaissance du droit à l'auto-détermination et à